

UA : ouverture du sommet de Kigali, avec de nombreux sujets à l'ordre du jour

Jeune Afrique, 17 juillet 2016 Le 27e sommet des chefs d'État de l'Union africaine (UA) s'est ouvert dimanche peu après la mi-journée. La succession de Nkosazana Dlamini-Zuma, la crise au Soudan du Sud et la question du retour du Maroc au sein de l'organisation font partie des principaux sujets sur lesquels le sommet va se pencher. L'ouverture en suspens

Dimanche 17 juillet dans la matinée, lors d'une longue session à huis clos censée préciser l'ordre du jour du sommet, les chefs d'État de l'Union africaine (UA) ont étudié une demande de report de l'ouverture de nouveau président de la Commission de l'organisation, déposée par les pays de la Cedeao (Commission économique des États d'Afrique de l'Ouest). Selon plusieurs sources diplomatiques, le Tchadien Idriss Déby Itno, président en exercice de l'UA, a exprimé ses réserves, estimant qu'il n'y avait pas de fondement juridique pour enclencher un report. Tout devrait se décider dimanche après-midi lors de la plénière des chefs d'État. Si le vote a lieu, les partisans d'un report feront tout pour qu'au moins trois candidats en lice – l'équato-Guinéen Agapito Mba Mokuy, la Botswanaise Pelonomi Venson-Moitoi et l'Ougandaise Speciosa Wandira-Kazibwe – n'obtienne la majorité nécessaire pour l'emporter. « Il faut 19 voix pour bloquer la Cedeao représentée 15 pays », analyse-t-on dans l'entourage d'un chef d'État d'Afrique de l'Ouest. La sous-région reste unie lors du vote : Une force africaine au Soudan du Sud ? La situation au Soudan du Sud est au cœur d'intenses tractations depuis plusieurs jours à Kigali. Depuis son arrivée dans la capitale rwandaise, vendredi, Ban Ki-moon a multiplié les entretiens. Tout juste de retour de Djouba, Festus Mogae, l'ancien chef de l'État botswanaise et président de la Commission de surveillance et d'évaluation de l'accord de paix août 2015, s'est entretenu samedi, avec Linda Thomas Greenfield, sous-secrétaire américaine aux Affaires africaines. Cette dernière a également rencontré le président sénégalais, Macky Sall. Samedi soir, les chefs d'État d'Afrique de l'Est et de l'Afrique se sont réunis lors d'un dîner organisé à l'hôtel Serena de Kigali et auquel a assisté Ban Ki-moon. Le vice-président Riek Machar n'étaient pas présents mais représentés par un envoyé spécial, N. Selon une source diplomatique onusienne, l'Igadi a approuvé la demande de Ban Ki-moon de voir des troupes africaines renforcer les 12 000 hommes de l'Unimiss. L'envoi de cette force africaine n'a pas encore été officialisé par l'ONU, confirmé par une diplomate kenyane sur Twitter. L'officialisation pourrait intervenir en fin de journée après la réunion du Conseil paix et sécurité. Vers un retour du Maroc ? D'abord annoncée, la présence du roi du Maroc Mohammed VI à Kigali en marge du sommet de l'UA a été démentie samedi par un proche du souverain. Mais une importante délégation composée notamment du conseiller diplomatique du roi, Taieb Fassi-Fihri, du ministre des Affaires étrangères du Maroc, Salaheddine Mezouar, et de l'ambassadeur du Maroc à Nairobi, Abdelilah Benryane est présente dans un grand hôtel de la capitale rwandaise. Le chef de la diplomatie marocaine multiplie les entretiens dans le but de négocier les conditions d'un retour du royaume au sein de l'UA, trente-deux ans après son départ. Les discussions portent sur les conditions politiques et juridiques de ce retour. Le financement de l'UA presque adopté Lors d'une réunion à huis clos samedi 16 juillet soir, les chefs d'État, les Affaires étrangères et ceux des Finances, ont approuvé le principe d'un mode de financement de l'Union africaine qui dépend encore aujourd'hui aux trois-quarts de l'aide extérieure. Une nouvelle taxe de 0,2% sur les importations devrait ainsi rapporter 1,2 milliard de dollars d'ici 2017, annonce de son introduction dans les lois de finances nationales. Cette décision devrait être entérinée aujourd'hui. Retrait de la CPI : aux chefs d'État de s'entendre le 13 juillet, la question agite tous les ministres des Affaires étrangères, réunis au deuxième étage du centre de conférences de Kigali : au-delà d'une déclaration de principe, l'UA peut-elle imposer des modalités de départ des 34 membres africains de cette institution ? Sans nul doute l'un des gros débats à venir entre les chefs d'État qui pourraient décider de signer un texte. Ou pas. Par Michael Pauron et Vincent Duhem - envoyés spéciaux à Kigali